



Coronavirus: l'exécutif insiste sur l'urgence du déconfinement face aux incertitudes

Paris, 4 mai 2020 (AFP) -

L'exécutif a insisté lundi sur l'importance d'entamer le déconfinement et la relance économique d'une France quasiment à l'arrêt depuis sept semaines, face aux incertitudes et aux réticences, notamment sur le retour à l'école ou l'usage des transports lors d'une épidémie dont le bilan a dépassé 25.000 morts.

Il s'agit d'une "étape qui est indispensable", a estimé le président Emmanuel Macron à une semaine du 11 mai, date prévue pour le début de cette levée progressive du confinement inédit d'une grande partie de la population du pays.

Se voulant rassurant, il a dit "comprendre toutes les inquiétudes" et appelé à aborder cette "nouvelle étape" avec "calme, pragmatisme et bonne volonté". Selon lui, "tout" sera organisé d'ici jeudi, date à laquelle le gouvernement doit présenter les détails pratiques du plan, sur la base des dernières informations sanitaires.

Même tonalité chez le Premier ministre Edouard Philippe, qui présentait de son côté au Sénat les grands axes de sa stratégie, insistant sur le "coût social et économique colossal" du confinement. "Le moment est critique, nous ne pouvons pas rester confinés. (...) La vie économique doit reprendre impérativement et rapidement, avec des aménagements, avec de la bonne volonté," a-t-il martelé.

Ce qui n'a pas empêché le Sénat, dominé par l'opposition de droite, de ne pas valider son plan, sans véritables conséquences pratiques toutefois.

Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a lui aussi insisté sur l'urgence d'entamer le déconfinement, invoquant "l'intérêt national" dans la matinée sur France Inter: "Il faut que nous soyons prêts pour le 11 mai. Il est indispensable que le plus grand nombre de Français puissent reprendre le chemin du travail et retrouver une vie la plus normale possible".

- "Marche forcée" -

Mais de nombreuses inconnues planent sur l'après-11 mai.

Les inquiétudes des parents, enseignants et élus locaux se cristallisent sur les écoles, que de nombreux maires refusent de rouvrir dès la semaine prochaine. 329 maires d'Ile-de-France, dont la maire PS de Paris Anne Hidalgo, ont écrit dimanche au président Macron pour lui demander de repousser la réouverture des écoles à une date ultérieure, dénonçant un déconfinement "à marche forcée".

Or, cette fermeture constitue "une catastrophe" pour les enfants vulnérables a rétorqué le Premier ministre. Selon lui, la réouverture des écoles est "une priorité, sociale et républicaine, qu'il faut évidemment concilier avec nos impératifs sanitaires".

La "majorité des écoles" maternelles et primaires seront au rendez-vous du 11 mai, a assuré le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, avec un maximum de quinze enfants par classe et un protocole sanitaire très strict, qui risque de virer au casse-tête selon ses détracteurs.

Sur l'épineuse question des masques, Edouard Philippe a assuré qu'"il n'y a jamais eu de stocks cachés", et que "l'Etat, les collectivités, les entreprises, la grande distribution travaillent main dans la main pour que les masques soient accessibles à tous, sur tout le territoire à partir du 11 mai".

L'objectif est d'éviter une seconde vague de contamination au moment où la situation dans les hôpitaux se détend. Les services de réanimation restent saturés avec un nombre total de malades hospitalisés toujours supérieur aux capacités initiales, mais la baisse se poursuit en ce qui concerne les patients atteints du Covid-19 (8 en moins en 24H).

Selon le dernier bilan lundi soir, le coronavirus a causé 306 décès supplémentaires en 24 heures en France, franchissant le seuil des 25.000 morts depuis le 1er mars (25.201).

- Rouge/vert -

Sur la dernière carte diffusée par les autorités, la moitié des départements français étaient classés en vert, ce qui signifie qu'un déconfinement plus large pourra y être organisé. La carte définitive est attendue jeudi soir, basée sur



la circulation active du coronavirus et les capacités de réanimation.

Autre point de préoccupation dans la lutte sanitaire, les tests, un des axes centraux de la stratégie gouvernementale. "Matériellement on va avoir ce qu'il faut," a assuré lundi Edouard Philippe. Le gouvernement compte sur quelque 700.000 tests par semaine à partir du déconfinement le 11 mai.

Mais le Premier ministre a dit craindre le manque de "bras" pour analyser les tests et remonter les "chaînes de contamination", ce qui remettrait en cause le triptyque du gouvernement pour éviter une reprise de l'épidémie: dépister, identifier les personnes pouvant avoir été en contact avec celles testées positif et isoler les personnes contaminées.

Sur le plan de l'emploi, 11,7 millions de salariés dans 911.000 entreprises sont désormais concernés par le chômage partiel.

Leur retour, même progressif, au travail fait craindre des problèmes dans les transports, dont plusieurs grands opérateurs ont averti le gouvernement qu'ils ne pourraient pas faire respecter la distanciation d'un mètre entre les voyageurs sans éventuellement limiter, voire interrompre, le service.

La Commission européenne a par ailleurs autorisé lundi le soutien de 7 milliards que la France prévoit d'octroyer à Air France.

Alors que des voix se sont inquiétées d'un soutien gouvernemental à des industries (aérien, automobile) émettrices de gaz à effet de serre responsables du changement climatique, Bruno Le Maire a estimé que ne pas favoriser une relance verte serait "une erreur historique" et réaffirmé que le gouvernement exigerait en échange de ses aides une relance "décarbonée".

De leur côté, 92 grands patrons d'entreprises, dont certaines décriées pour leurs bilans environnementaux ou sociaux, ont assuré dans une tribune au journal Le Monde vouloir "mettre l'environnement au coeur de la relance économique", avec la "justice sociale".

bur-jmo-so/ial/swi

AIR FRANCE-KLM

Afp le 04 mai 20 à 20 06.